

	DATE	NUMÉRO
DÉPÔT	11-03-2009	2009-1237
ENREGISTRERENT	28-05-2009	92235
ARRÊTÉ ROYAL		
MONITEUR BELGE		

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 98

Séance du vendredi 20 février 2009

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL CONCERNANT
LES ECO-CHEQUES

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 98 DU 20 FEVRIER 2009

CONCERNANT LES ECO-CHEQUES

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires ;

Vu l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs ;

Considérant l'Accord interprofessionnel du 22 décembre 2008 en vue des négociations collectives de travail au niveau des secteurs et des entreprises durant la période 2009-2010 - Contribution au rétablissement de la confiance, et en particulier les accords des partenaires sociaux relatifs au pouvoir d'achat des travailleurs ;

Considérant que cet Accord interprofessionnel prévoit l'élaboration d'un régime d'exonération, pour l'employeur et le travailleur, d'impôts et de cotisations sociales lors de l'octroi de "chèques verts" (appelés éco-chèques) destinés à l'achat de produits et services écologiques ;

Considérant qu'il convient de déterminer précisément les produits et services écologiques pouvant être acquis avec des éco-chèques, l'information des travailleurs et le mode de calcul du nombre d'éco-chèques à octroyer aux travailleurs.

Les organisations interprofessionnelles d'employeurs et de travailleurs suivantes :

- la Fédération des Entreprises de Belgique
- les organisations nationales des Classes moyennes, agréées conformément aux lois relatives à l'organisation des Classes moyennes coordonnées le 28 mai 1979
- "De Boerenbond"
- la Fédération wallonne de l'Agriculture
- la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique
- la Fédération générale du Travail de Belgique
- la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique

ont conclu le 20 février 2009, au sein du Conseil national du Travail, la convention collective de travail suivante.

CHAPITRE I - OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

Article 1^{er}

La présente convention collective de travail a pour objet de déterminer des modalités d'octroi et d'utilisation des éco-chèques et en particulier de fixer la liste des produits et services pouvant être achetés avec des éco-chèques.

Commentaire

Par l'élaboration d'un régime d'éco-chèques, les interlocuteurs sociaux ont voulu non seulement sauvegarder le pouvoir d'achat des travailleurs et favoriser une intensification des emplois mais également créer une valeur ajoutée et une sensibilisation en matière environnementale. Dans cette optique, les interlocuteurs sociaux souhaitent que les services et produits écologiques pouvant être acquis avec les éco-chèques soient facilement accessibles à tous les travailleurs.

De même, tant le travailleur-consommateur que le commerçant ou prestataire de services auquel il s'adresse doivent être assurés que les services ou produits proposés soient effectivement considérés comme "écologiques" aux fins de la présente convention. Afin de réaliser cet objectif, la présente convention dresse une liste exhaustive qui s'inspire entre autres des réglementations existantes aux niveaux fédéral et régional.

Par ailleurs, les interlocuteurs sociaux s'engagent à effectuer une évaluation de cette nouvelle convention collective de travail concernant les éco-chèques au plus tard pour le dernier trimestre 2010.

CHAPITRE II - DEFINITION

Article 2

Aux fins de la présente convention, il convient d'entendre par éco-chèque, l'avantage destiné à l'achat de produits et services à caractère écologique repris dans la liste annexée à la présente convention.

CHAPITRE III - LISTE DES PRODUITS ET SERVICES ECOLOGIQUES POUVANT ETRE ACQUIS AVEC DES ECO-CHEQUES

Article 3

Les travailleurs ne peuvent acquérir avec des éco-chèques que les produits ou services à caractère écologique mentionnés expressément dans la liste jointe en annexe à la présente convention.

Article 4

Les organisations interprofessionnelles signataires de la présente convention s'engagent à évaluer annuellement l'opportunité de compléter la liste de services et produits à caractère écologique prévue à l'article 3 de la présente convention. Ils s'engagent à évaluer, tous les deux ans, la nécessité d'actualiser cette liste sur le fond.

Commentaire

Les produits et services repris dans la liste prévue à l'article 3 de la présente convention répondent aux défis actuels en matière d'environnement. Elle pourra être adaptée en fonction d'éventuelles évolutions. Ainsi, chaque année, les interlocuteurs sociaux examineront l'opportunité d'ajouter des services et produits écologiques à cette liste. En outre, ils mèneront tous les deux ans une discussion sur le fond concernant une éventuelle adaptation de la liste aux nouvelles conceptions écologiques et évolutions de la politique en matière d'innovation écologique.

Ces évaluations peuvent se faire notamment sur la base de propositions avancées par les autorités compétentes.

CHAPITRE IV - INFORMATION DES TRAVAILLEURS

Article 5

Lors de la première remise d'éco-chèques aux travailleurs concernés, l'employeur les informe du contenu de la liste prévue à l'article 3 de la présente convention par tous moyens utiles.

**CHAPITRE V - MODE DE CALCUL DU NOMBRE D'ECO-CHEQUES A OCTROYER
AUX TRAVAILLEURS**

Article 6

- § 1^{er}. Pour les travailleurs qui sont entrés au service de l'employeur ou ont quitté l'employeur au cours de l'année civile concernée, le calcul du nombre d'éco-chèques à leur octroyer est effectué au moins prorata temporis des périodes durant lesquelles ils étaient sous contrat de travail auprès de cet employeur pendant l'année civile concernée.
- § 2. La règle établie au § 1^{er} du présent article s'applique également lors d'un changement de catégorie de personnel.
- § 3. En cas de suspension du contrat de travail pendant l'année civile concernée, le calcul du nombre d'éco-chèques à octroyer est effectué au moins en prenant en compte les jours pour lesquels les travailleurs concernés ont perçu une rémunération ou un pécule de vacances.

Sont assimilés à des jours pour lesquels les travailleurs ont perçu une rémunération :

- 1° Les jours de congé de maternité visés à l'article 39 de la loi sur le travail du 16 mars 1971 ;
- 2° Les jours d'incapacité de travail couverts par une indemnité octroyée en application de la convention collective de travail n° 12 bis du 26 février 1979 adaptant à la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, la convention collective de travail n° 12 du 28 juin 1973 concernant l'octroi d'un salaire mensuel garanti aux ouvriers en cas d'incapacité de travail résultant d'une maladie, d'un accident de droit commun, d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle ;
- 3° Les jours d'incapacité de travail couverts par une indemnité octroyée en application de la convention collective de travail n° 13 bis du 26 février 1979 adaptant à la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, la convention collective de travail n° 13 du 28 juin 1973 concernant l'octroi d'un salaire mensuel garanti à certains employés en cas d'incapacité de travail résultant d'une maladie, d'un accident de droit commun, d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle.

CHAPITRE VI - DISPOSITIONS FINALES

Article 7

La présente convention collective de travail est conclue pour une durée indéterminée. Elle entre en vigueur à la même date que les dispositions de l'arrêté royal insérant un article 19 quater dans l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

Elle pourra être révisée ou dénoncée à la demande de la partie signataire la plus diligente, moyennant un préavis de douze mois.

En tout état de cause, en cas de dénonciation, la liste prévue à l'article 3 de la présente convention reste valable, après la dénonciation, pour les éco-chèques déjà octroyés aux travailleurs.

L'organisation qui prend l'initiative de la révision ou de la dénonciation doit en indiquer les motifs et déposer des propositions d'amendements que les autres organisations s'engagent à discuter au sein du Conseil national du Travail dans le délai d'un mois de leur réception.

Fait à Bruxelles, le vingt février deux mille neuf.

Vu l'article 28 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, le Conseil national du Travail demande que la présente convention collective de travail soit rendue obligatoire par le Roi, à l'exception de l'article 4.

**LISTE DES PRODUITS ET SERVICES ÉCOLOGIQUES POUVANT ÊTRE ACQUIS AVEC
DES ÉCO-CHÈQUES**

I. Économie d'énergie

- A. Achat et/ou placement (par des entrepreneurs enregistrés) de produits et services qui satisfont aux critères de réductions fiscales fédérales en vue d'économiser l'énergie, prévues à l'article 145, 24° du Code des impôts sur les revenus ;
- B. Produits et services qui, au 1er décembre 2008 ou ultérieurement, entrent en ligne de compte dans une des Régions pour des subventions régionales dans le cadre de la politique en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie, y compris les subventions régionales pour l'achat d'appareils électriques économiques ;
- C. Achat de produits qui sont spécifiquement destinés à l'isolation des habitations ;
- D. Achat d'ampoules économiques, de lampes fluorescentes et d'éclairage LED ;
- E. Appareils électriques qui fonctionnent exclusivement à l'énergie solaire ou à l'énergie manuelle.

II. Économie d'eau

- A. Douchette économique ;
- B. Citerne de récupération d'eau de pluie ;
- C. Économiseur d'eau pour robinets ;
- D. Réservoir d'eau pour toilettes avec touche économique,

III. Promotion de la mobilité durable

- A. Placement d'un filtre à particules sur les voitures diesels dont l'année de construction se situe jusqu'en 2005 inclus ;
- B. Placement d'une installation LPG sur les voitures ;
- C. Titres de transport pour les transports en commun, à l'exception des abonnements ;
- D. Achat et entretien de vélos, y compris de vélos assistés exclusivement par un moteur auxiliaire électrique, de pièces pour vélos et d'accessoires pour vélos ;
- E. Cours d'éco-conduite.

IV. Gestion des déchets

- A. Achat de piles NiMH portables et rechargeables et de chargeurs pour ce type de piles ;
- B. Fût de compostage ;
- C. Produits synthétiques entièrement constitués de matériaux compostables qui répondent à la norme NBN EN 13432, ainsi que les langes lavables ;
- D. Papier 100 % recyclé non blanchi ou blanchi TCF.

V. Promotion de l'écoconception¹ : produits et services qui satisfont aux critères du label écologique européen

VI. Promotion de l'attention pour la nature

- A. Achat de bois exploité durablement (FSC ou PEFC ou équivalent) ou d'objets fabriqués en bois exploité durablement, ainsi que de papier produit à partir de fibres recyclées ou de fibres vierges provenant de bois exploité durablement ;

- B. Achat d'arbres et de plantes d'extérieur, de bulbes et de semences pour l'extérieur, d'outils de jardinage non motorisés, de terreau et de terre végétale ainsi que d'engrais garantis bio.

¹ Cela signifie l'intégration des caractéristiques environnementales dans la conception du produit en vue d'améliorer la performance environnementale du produit consommateur d'énergie tout au long de son cycle de vie (Article 2, 23° de la Directive 2005/32/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juillet 2005 établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits consommateurs d'énergie et modifiant la directive 92/42/CEE du Conseil et les directives 96/57/CE et 2000/55/CE du Parlement européen et du Conseil).

	DATUM	NUMMER
NĒERLĒGGSNG	11-03-2009	2009-1237
REGfSTRATIE	28-05-2009	92235
KONINKLIJK BESLOIT		
BELGfSCH SĪĀATSBLĀD		

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 98

Zitting van vrijdag 20 februari 2009

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST BETREFFENDE DE ECOCHEQUES

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 98 VAN 20 FEBRUARI 2009

BETREFFENDE DE ECOCHEQUES

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 november 1969 töt uitvoering van de wet van 27 juni 1969 töt herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders;

Gelet op het interprofessioneel akkoord van 22 december 2008 voor de onderhandelingen op sector- en ondernemingsvlak in de période 2009-2010 - Bijdrage töt het herstel van het vertrouwen, meer bepaald de akkoorden van de sociale partners met betrekking töt de koopkracht van de werknemers;

Overwegende dat het interprofessioneel akkoord voorziet in de uitwerking van een regeling van vrijstelling, voor werkgever en werknemer, van belastingen en sociale bijdragen bij de toekenning van "groene chèques" (de zogenaamde ecocheques) bestemd voor de aankoop van ecologische producten en diensten;

Overwegende dat de ecologische producten en diensten die met ecocheques kunnen worden aangekocht, de informatieverstrekking aan de werknemers en de wijze van berekening van het aantal aan de werknemers toe te kennen ecocheques precies moeten worden vastgesteld;

Hebben de navolgende interprofessionele organisaties van werkgevers en van werknemers:

- het Verbond van Belgische Ondernemingen
- de nationale middenstandsorganisaties erkend overeenkomstig de wetten betreffende de organisatie van de Middenstand, gecoördineerd op 28 mei 1979
- de Boerenbond
- "la Fédération wallonne de l'Agriculture"
- het Algemeen Christelijk Vakverbond van België
- het Algemeen Belgisch Vakverbond
- de Algemene Centrale der Libérale Vakbonden van België

op 20 februari 2009 in de Nationale Arbeidsraad de volgende collectieve arbeidsovereenkomst gesloten.

HOOFDSTUK I - ONDERWERP EN TOEPASSINGSGEBIED

Artikel 1

Deze overeenkomst stelt de nadere regels voor de toekenning en het gebruik van de ecocheques vast, meer bepaald de lijst van producten en diensten die met ecocheques aangekocht kunnen worden.

Commentaar

De sociale partners willen met de uitwerking van een stelsel van ecocheques niet alleen de koopkracht van de werknemers vrijwaren en de werkgelegenheid doen toenemen, maar ook een toegevoegde waarde en een sensibilisatie tôt stand brengen op het stuk van het milieu. Met het oog daarop drukken de sociale partners de wens uit dat de ecologische diensten en producten die met ecocheques kunnen worden aangekocht, gemakkelijk toegankelijk zijn voor aile werknemers.

Zowel de werknemer-consument als de handelaar of de dienstverlener tôt wie het stelsel zich richt, moeten er zeker van zijn dat de voorgestelde diensten of producten effectief als "ecologisch" worden beschouwd voor de toepassing van deze overeenkomst. Daarvoor wordt in deze overeenkomst een limitatieve lijst opgemaakt die onder andere is gebaseerd op de op federaal en gewestelijk niveau bestaande regelgeving.

Bovendien verbinden de sociale partners zich ertoe deze nieuwe collectieve arbeidsovereenkomst betreffende de ecocheques uiterlijk tegen het laatste kwartaal van 2010 te evalueren.

HOOFDSTUK II - DEFINITIE

Artikel 2

Voor de toepassing van deze overeenkomst wordt onder ecocheque verstaan, het voordeel bij de aankoop van producten en diensten van ecologische aard die zijn opgenomen in de bij deze overeenkomst gevoegde lijst.

HOOFDSTUK III - LIJST VAN ECOLOGISCHE PRODUCTEN EN DIENSTEN DIE MET ECOCHEQUES AANGEKOCHT KUNNEN WORDEN

Artikel 3

De werknemers kunnen met ecocheques alleen de producten of diensten van ecologische aard aankopen die expliciet opgenomen zijn in de bij deze overeenkomst gevoegde lijst.

Artikel 4

De interprofessionele organisâmes die deze overeenkomst ondertekenen, verbinden zich ertoe jaarlijks na te gaan of de in artikel 3 van deze overeenkomst genoemde lijst met diensten en producten van ecologische aard moet worden aangevuld. Ze verbinden zich ertoe om de twee jaar te evalueren of die lijst inhoudelijk moet worden bijgewerkt.

Commentaar

De producten en diensten die zijn opgenomen in de in artikel 3 van deze overeenkomst genoemde lijst beantwoorden aan de huidige milieu-uitdagingen. Die lijst kan worden aangepast in het licht van eventuele ontwikkelingen. Zo zullen de sociale partners ieder jaar nagaan of er ecologische diensten en producten aan de lijst moeten worden toegevoegd. Verder zullen zij om de twee jaar een discussie ten gronde voeren over een eventuele aanpassing van de lijst aan nieuwe ecologische inzichten en beleidsontwikkelingen inzake ecologische innovatie.

Die evaluaties kunnen gebeuren onder meer op basis van voorstellen gedaan door de bevoegde overheden.

HOOFDSTUK IV - INFORMATIEVERSTREKKING AAN DE WERKNEMERS

Artikel 5

Als de ecocheques voor het eerst aan de betrokken werknemers worden afgegeven, informeert de werkgever hen met alle dienstige middelen over de inhoud van de in artikel 3 van deze overeenkomst genoemde lijst.

HOOFDSTUKV - WIJZE VAN BEREKENING VAN HET AANTAL AAN DE WERKNEMERS TOE TE KENNEN ECOCHEQUES

Artikel 6

- § 1. Voor de werknemers die in de loop van het betreffende kalenderjaar in dienst zijn getreden van de werkgever of hem hebben verlaten, gebeurt de berekening van het aantal aan hen toe te kennen ecocheques op zijn minst pro rata temporis van de périodes gedurende welke zij op basis van een arbeidsovereenkomst bij die werkgever waren tewerkgesteld tijdens het betreffende kalenderjaar.
- § 2. De in § 1 van dit artikel vastgestelde regel geldt ook bij een verandering van personeels-categorie.
- § 3. In geval van schorsing van de arbeidsovereenkomst tijdens het betreffende kalenderjaar gebeurt de berekening van het aantal toe te kennen ecocheques op zijn minst rekening houdend met het aantal dagen waarvoor de betrokken werknemers loon of vakantiegeld hebben gekregen.

Met dagen waarvoor de werknemers loon hebben gekregen worden gelijkgesteld:

- 1° de dagen moederschapsverlof als bedoeld in artikel 39 van de arbeidswet van 16 maart 1971;
- 2° de dagen arbeidsongeschiktheid gedekt door een vergoeding die wordt toegekend overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 12 bis van 26 februari 1979 töt aanpassing van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 12 van 28 juni 1973 betreffende het toekennen van een gewaarborgd maandloon aan de werklieden in geval van arbeidsongeschiktheid ingevolge ziekte, ongeval van gemeen recht, arbeidsongeval of beroepsziekte aan de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;
- 3° de dagen arbeidsongeschiktheid gedekt door een vergoeding die wordt toegekend overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 13 bis van 26 februari 1979 töt aanpassing van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 13 van 28 juni 1973 betreffende het toekennen van een gewaarborgd maandloon aan sommige bedienden in geval van arbeidsongeschiktheid ingevolge ziekte, ongeval van gemeen recht, arbeidsongeval of beroepsziekte aan de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

HOOFDSTUKVI- SLOTBEPALINGEN

Artikel 7

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten voor onbepaalde tijd. Zij treedt in werking op dezelfde dag als de bepalingen van het koninklijk besluit tót invoeging van een artikel 19 quater in het koninklijk besluit van 28 november 1969 tót uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tót herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.

Zij kan op verzoek van de meest gereede ondertekenende partij worden herzien of opgezegd, met inachtneming van een opzeggingstermijn van twaalf maanden.

Bij een opzegging blijft de in artikel 3 van deze overeenkomst genoemde lijst na de opzegging in ieder geval gelden voor de ecocheques die al aan de werknemers werden toegekend.

De organisatie die het initiatief tót herziening of opzegging neemt, moet de redenen ervan aangeven en amendementsvoorstellen indienen; de andere organisaties verbinden zich ertoe deze binnen een maand na ontvangst ervan in de Nationale Arbeidsraad te bespreken.

Gedaan te Brussel, op twintig februari tweeduizend en negen.

Gelet op artikel 28 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, vraagt de Nationale Arbeidsraad dat deze overeenkomst bij koninklijk besluit algemeen verbindend wordt verklaard, met uitzondering van artikel 4.

LIJST VAN ECOLOGISCHE PRODUCTEN EN DIENSTEN DIE IN AANMERKING KOMEN
VOOR BETALING MET ECOCHEQUES

I. Energiebesparing

- A. Aankoop en/of plaatsing (door geregistreerde aannemers) van producten en diensten die voldoen aan de criteria van de in artikel 145, 24° van het wetboek inkomstenbelastingen bepaalde fédérale fiscale verminderingen met het oog op energiebesparing;
- B. Producten en diensten die in één van de Gewesten op 1 december 2008 of later, in aanmerking komen voor régionale subsidies in het kader van het beleid inzake rationeel energiegebruik, met inbegrip van de régionale subsidies voor de aankoop van energiezuinige elektrische apparaten.
- C. Aankoop van producten die specifiek zijn bestemd voor de isolatie van woningen;
- D. Aankoop van spaarlampen, TL-lampen en LED-verlichting;
- E. Elektrische apparaten die uitsluitend werken op zonne-energie of op handmatig geproduceerde énergie.

II. Waterbesparing

- A. Spaardouchekop;
- B. Recuperatietank voor regenwater;
- C. Hulpstuk voor waterbesparing op kranen;
- D. Spoelbak voor toiletten met spaarknop.

III. Bevordering duurzame mobiliteit

- A. Plaatsing van roetfilters in personendieselwagens met bouwjaar tót en met 2005;
- B. Plaatsing lpg-installatie in personenwagens;
- C. Vervoersbewijzen voor openbaar vervoer, met uitzondering van abonnementen;
- D. Aankoop en onderhoud van fietsen, met inbegrip van fietsen uitsluitend ondersteund door een elektrische hulpmotor, fietsonderdelen en fietstoebehoren;
- E. Cursussen ecodriving.

IV. Afvalbeheer

- A. Aankoop van oplaadbare, draagbare NiMH-batterijen en van oplaadtoestellen voor dergelijke batterijen;
- B. Compostvat;
- C. Kunststofproducten die volledig bestaan uit composteerbaar materiaal die voldoen aan de norm NBN EN 13432, evenals wasbare luiers;
- D. Papier dat voor 100 % gerecycleerd is en dat ongebleekt of TCF-gebleekt is;

V. Bevordering van ecodesign¹ : producten en diensten die voldoen aan de criteria van het Europese Ecolabel

VI. Bevordering van aandacht voor de natuur

- A. Aankoop van duurzaam geëxploiteerd hout (FSC of PEFC of gelijkwaardig) of houtproducten gemaakt uit duurzaam geëxploiteerd hout, evenals papier dat geproduceerd is met gerecycleerde vezels of met verse vezels afkomstig van duurzaam geëxploiteerd hout;
- B. Aankoop van bomen en buitenplanten, bloembollen en zaden voor buiten, niet-gemotoriseerde tuingereedschappen, potgrond en teelaarde, meststoffen met biogarantie.

¹ Dat betekent de integratie van milieuaspecten in het productontwerp met het doel de milieuprestaties van het energieverbruikend product over zijn gehele levenscyclus te verbeteren (Artikel 2, 23° van de Richtlijn 2005/32/EG van het Europees Parlement en de Raad van 6 juli 2005 betreffende de totstandbrenging van een kader voor het vaststellen van eisen inzake ecologisch ontwerp voor energieverbruikende producten en töt wijziging van Richtlijn 92/42/EEG van de Raad en de Richtlijnen 96/57/EG en 2000/55/EG van het Europees Parlement en de Raad)